

Sébastien Jallamion prêt à quitter la France ?



Article rédigé par Sébastien Jallamion, le 06 juillet 2017

Sébastien Jallamion : « Je n'aurais jamais, jamais imaginé en arriver à devoir quitter mon propre pays ! »

Ancien Policier, Président de l'Association Nationale de Défense Egalitaire de la Liberté d'Expression (ANDELE), membre du SIEL

Dans son livre « À mort le flic », Sébastien Jallamion raconte ce qu'il appelle « sa descente aux enfers » depuis septembre 2014, date des publications Facebook qui lui ont valu dénonciation auprès de sa hiérarchie. Il entend faire demande d'asile politique en Suisse.

Vous sortez un livre pour raconter votre histoire depuis que vous avez été exclu de la police. Qu'avez-vous voulu raconter exactement ?

J'ai voulu témoigner de la situation qui est la mienne depuis septembre 2014, c'est-à-dire depuis que j'ai publié anonymement sur Facebook des contenus qui ont été dénoncés à ma hiérarchie. C'est le point de départ d'une descente aux enfers qui se solde, aujourd'hui, par une condamnation devenue définitive à 200 jours amende à 25 euros. J'ai donc le choix entre payer 5.000 euros ou aller 200 jours en prison.

Je ne suis plus en mesure de payer cette somme parce qu'on m'a, entre-temps, suspendu puis révoqué de la police nationale.

Face à cette situation, j'ai voulu qu'un témoignage reste de l'acharnement que j'ai dû vivre. Cela se solde finalement par l'impérieuse nécessité, pour moi, de quitter la France sous peine d'aller six mois en prison alors que je suis matériellement dans l'impossibilité de me mettre en légalité avec cette décision de justice. Par conséquent, j'ai dû partir pour me réfugier en Suisse.

J'ai pris rendez-vous avec un avocat demain matin afin d'étudier le statut qui peut être le mien. Nous envisageons de faire une demande de réfugié politique.

Comment expliquez-vous qu'avec une histoire qui semble aussi incroyable, personne n'ait pris position pour vous défendre, que se soit médiatiquement ou même dans les rangs de la police ?

Dans les rangs de la police, ce n'est pas complètement exact, car j'ai de nombreux soutiens, mais qui se font discrets. On peut comprendre pourquoi simplement à la lecture de ce qui m'est arrivé.

Cela dit, concernant les médias traditionnels, j'ai un autre point de vue.

Je pense qu'un certain nombre de journalistes, quand même informés de ma situation, seraient empêchés d'en parler librement, car elle revêt un caractère politique.

Elle ne va pas dans le sens de la doxa dominante.

Quelle était votre situation avant cette histoire dans la police ? On peine à croire qu'un simple contenu Facebook ait pu avoir pour conséquence un tel acharnement contre vous. Comment cela se passait dans la police, pour vous, avant ?

J'étais brigadier-chef avec la qualité d'officier de police judiciaire.

Par définition, j'avais passé un certain nombre d'examens et de concours qui m'avaient permis de progresser dans mon métier.

Je n'étais pas rentré par hasard.

J'avais vingt ans d'expérience.

Je n'étais pas un policier affecté depuis seulement six mois. S'il y avait quelque chose à me reprocher, cela se serait su.

Par conséquent, s'agissant de la réponse à votre question « Que s'est-il passé, cela paraît incroyable, etc. », cela a été justement l'une des raisons pour lesquelles j'ai décidé de témoigner à travers cet ouvrage, *À mort, le flic*, édité aux éditions *Riposte laïque* et sorti il y a quelques jours.

Il est déjà dans le top 100 des ventes sur *Amazon*.

Il apporte l'ensemble des réponses.

Cela permet, de manière pragmatique, circonstanciée et factuelle, de s'apercevoir qu'au-delà de mon cas personnel, il existe des moyens pour faire taire ou pour détruire socialement un certain nombre de personnes qui, en dehors de leur travail – c'était mon cas -, expriment une opinion qui va à l'encontre de la doxa dominante.

Je n'aurai jamais imaginé en arriver à devoir quitter mon propre pays pour avoir publié sur Facebook des contenus qui fustigeaient notamment l'État islamique.

C'est quelque chose d'incompréhensible, mais de parfaitement décrit dans cet ouvrage.

Toute donneuse de leçons qu'elle est sur le plan international au niveau des droits de l'homme, la France n'est plus, aujourd'hui, une démocratie.

Source : Boulevard Voltaire